

Cher(e)s Camarades, Cher(e)s Ami(e)s,

Je tiens avant toute chose à vous remercier d'être venu si nombreux en solidarité avec ceux qui sont encore emprisonnés et ceux qui ont été libérés.

Cette solidarité fait chaud au cœur et a une importance cruciale lorsque l'on est emprisonné. Personnellement, je l'ai ressentie à travers les nombreuses lettres que j'ai reçues et lors des deux manifestations qui se sont déroulées devant les prisons de Saint Gilles, Forest et Berkendael.

Mon intervention portera sur la manière dont nous avons été arrêtés et mes conditions de détention. D'autres camarades aborderont les choses sur un plan plus politique.

Le 5 juin à 5h du matin, nous avons été réveillés par les aboiements de notre chien qui n'est pas coutumier du fait. Dans les secondes qui suivirent, d'énormes coups ont été frappés sur la porte de rue alors que l'on défonçait la porte vitrée du jardin située à l'arrière de la maison. Des hommes encagoulés et armés se sont précipités dans l'escalier en hurlant des choses incompréhensibles comme « target » « target ». Ils se sont rués dans notre chambre à coucher, nous braquant mon épouse et moi-même à l'aide de leurs mitraillettes. D'autres sont montés à l'étage des enfants.

Mon beau-fils, âgé de 17 ans, s'est vu intimer l'ordre de sortir de son lit et de se mettre à genoux mains sur la nuque alors que deux encagoulés le visaient. A croire qu'il est possible de confondre un homme de 54 ans avec un jeune de 17 ans alors qu'ils sont sensés être membres des unités spéciales de la police fédérale.

Après avoir décliné mon identité, on m'a fait mettre sur le sol et menotté les mains dans le dos, nu comme un ver. On m'a sommairement habillé et emmené avec des lunettes noires sur les yeux et des caches sur les oreilles. Toutes sirènes hurlantes j'ai été amené à la tour botanique, au siège de la cellule anti-terroriste de la police fédérale.

On m'a enlevé mon bandeau des yeux et je me suis trouvé face à un inspecteur qui m'a demandé si je savais ce que je faisais là. Derrière lui, punaisée au mur, une affiche du secours rouge... J'avais compris. Les interrogatoires ont porté essentiellement sur les structures des deux collectifs dans lesquels je milite : le Bloc Marxiste-Léniniste et le secours rouge. J'ai catégoriquement refusé de répondre aux questions concernant mon engagement politique. Ils voulaient savoir qui était au Secours Rouge et au Bloc ML, quel était mon rôle au sein de ces organisations, quelles activités étaient projetées etc... Pour moi, les choses étaient claires : cette attaque policière était dirigée contre le secours rouge et le Bloc ML. Il ne s'agissait pas de nous interroger sur la commission d'infraction mais il s'agissait de s'en prendre à des militants politiques engagés dans la lutte de classe.

Concernant mes conditions de détention, elles avaient également pour but de me briser en tant que militant. J'ai été mis au secret pendant sept jours, sans aucun contact avec l'extérieur y compris ma famille. On m'a laissé dans les mêmes vêtements durant deux semaines. J'étais enfermé seul en cellule et ne pouvait avoir aucun contact avec d'autres détenus. Ma « promenade » se déroulait à six heures et demie du matin, seul, dans une cage durant environ une heure. Je regagnais ensuite ma cellule, entouré d'une dizaine de surveillants, après qu'on ait fait rentrer tout le monde en cellule de façon à ce que je ne puisse même pas apercevoir un

autre prisonnier. J'ai demandé à avoir accès aux journaux. On m'a répondu que la presse était accessible dans la bibliothèque à laquelle je ne pouvais bien évidemment pas avoir accès.

D'après la direction de la prison et la juge d'instruction, ce régime se justifiait essentiellement par le fait qu'il fallait éviter à tout prix tout contact entre nous pour ne pas nuire à l'enquête. Or, lorsque nous nous rendions au palais de justice, mes camarades et moi-même étions placés dans des cages voisines au travers des barreaux desquelles nous pouvions communiquer sans le moindre problème...

Il est clair que tant les conditions dans lesquelles se sont déroulées nos arrestations que le régime carcéral auquel on nous a soumis avait pour but de nous briser en tant que militants politiques. Aucun élément matériel ne peut les justifier. L'objectif poursuivi était limpide : utiliser cette violence comme moyen de pression pour nous déstabiliser.

La solidarité est notre arme.

Constant Hormans